



File d'attente pour se faire vacciner contre la COVID-19 au Cap (Afrique du Sud).

L'économie en temps de pandémie

Il faudra mettre un terme à la pandémie pour qu'une reprise économique à large assise s'installe

Ruchir Agarwal et Gita Gopinath

En mai dernier, le FMI a publié une feuille de route détaillée et exhaustive pour mettre fin à la pandémie de COVID-19, sauver des vies et replacer le monde sur la voie d'une reprise économique à large assise (« A Proposal to End the COVID-19 Pandemic », Agarwal et Gopinath, 2021). La feuille de route a été approuvée par les institutions multilatérales et par les principales parties prenantes. Elle se fondait sur une hypothèse simple mais forte : mettre un terme à la pandémie est une condition préalable nécessaire pour rétablir les emplois, les moyens de subsistance et le bien-être économique. L'un ne va pas sans l'autre.

Quels sont les résultats obtenus dans le monde depuis la publication de cette feuille de route ? La reprise mondiale se poursuit, mais la dynamique de croissance s'est affaiblie.

En six mois, le nombre de décès liés à la COVID-19 officiellement enregistrés dans le monde a augmenté de quelque 50 % et dépasse à présent 5 millions, et on estime que le bilan réel est plusieurs fois plus élevé. L'écart grandissant entre les pays riches et les pays pauvres s'agissant des perspectives économiques s'avère particulièrement préoccupant. Dans l'édition d'octobre 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*, le FMI prévoit que la production globale des pays avancés renouera avec sa trajectoire tendancielle d'avant la pandémie en 2022 et la dépassera de 0,9 % en 2024. En revanche, la production des pays émergents et pays en développement, à l'exclusion de la Chine, devrait rester inférieure de 5,5 % à la prévision antérieure à la pandémie en 2024.

Cette différence de perspectives économiques résulte des fortes disparités en matière de taux de vaccination (ce que

nous appelons « la grande fracture vaccinale ») et de mesures de soutien des pouvoirs publics. Fin octobre, dans les pays avancés, environ 65 % de la population disposait d'un schéma vaccinal complet, et des doses de rappel étaient disponibles dans bon nombre d'entre eux. En revanche, le taux de vaccination était inférieur à 2 % dans les pays à faible revenu. Il ne s'agit pas simplement d'un problème pour certains pays ou certaines régions, mais bien d'un problème *mondial*. Comme les responsables de la santé publique l'ont souligné à maintes reprises, la pandémie ne sera terminée nulle part tant qu'elle ne le sera pas *partout*. Si rien n'est fait pour empêcher la poursuite des contaminations, l'apparition de nouveaux variants, dont certains seront résistants aux vaccins actuels, deviendra plus probable, ce qui pourrait repositionner le monde sur la ligne de départ de la course contre le virus. Si la COVID-19 devait avoir un impact durable, les pertes de PIB mondial pourraient atteindre 5 300 milliards de dollars ces cinq prochaines années par rapport à notre projection actuelle, avec plusieurs millions de décès supplémentaires.

Plan d'action

Notre feuille de route a identifié trois grands objectifs et les mesures nécessaires pour les atteindre, ainsi que les besoins de financement pour chaque mesure. Les objectifs sont les suivants : vacciner au moins 40 % de la population de tous les pays d'ici à fin 2021 et 70 % d'ici à la fin du premier semestre de 2022 ; surveiller les risques de dégradation et s'en prémunir (en raison de la montée en puissance de nouveaux variants ou de problèmes de chaîne d'approvisionnement) ; et sauver des vies en garantissant un accès généralisé aux tests, aux traitements, aux équipements de protection individuelle et à d'autres outils sanitaires indispensables.

Concernant les principales mesures qui s'imposent pour atteindre ces objectifs, les progrès accomplis ont été mitigés, et nous accusons toujours un retard. Fin octobre, entre 75 et 80 pays environ, surtout en Afrique, n'étaient pas bien partis pour atteindre l'objectif de vacciner 40 % de leur population d'ici à fin 2021. Cinquante-cinq de ces pays risquent de connaître des difficultés, d'approvisionnement pour l'essentiel, alors que 24 rencontreront des problèmes d'approvisionnement et de capacité d'absorption.

Notre projet recommande les mesures de court terme ci-dessous pour mettre fin à la pandémie et favoriser une reprise économique à large assise.

- Comblent immédiatement le déficit de 550 millions de doses pour parvenir à une couverture de 40 % en accélérant les dons de doses actuels au mécanisme d'accès mondial aux vaccins contre le virus de la COVID-19 (COVAX), qui ambitionne de distribuer les vaccins de manière équitable, et en prenant l'engagement d'effectuer de nouveaux dons ; procéder à des échanges de doses avec le COVAX et l'Union africaine (c'est-à-dire reporter la livraison de doses destinées aux pays du Groupe des Vingt (G20) afin de permettre aux pays en développement de

remonter dans la liste des nations prioritaires) ; et supprimer les restrictions aux exportations de vaccins et d'intrants indispensables.

- S'engager à financer le budget du nouveau dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) de quelque 23 milliards de dollars pour faire en sorte que tous les pays puissent avoir accès au volume nécessaire de vaccins, de tests, de traitements et d'équipements de protection individuelle. (L'Accélérateur ACT est un partenariat entre les organisations internationales de santé pour lutter contre la COVID-19.)
- Assurer une responsabilité collective des progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés grâce à une coopération fréquente entre les pays avancés du Groupe des Sept, le G20 et les autres principales parties prenantes.

À plus long terme, il sera important d'étoffer les capacités de production régionales de vaccins dans les pays en développement et de surveiller les risques.

Une meilleure gestion

Alors que, depuis près de deux ans, nous subissons la pandémie la plus meurtrière et la plus catastrophique sur le plan économique en un siècle, quels sont les premiers enseignements que nous avons tirés ?

Premièrement, la crise de la COVID-19 a bien montré qu'il faut mettre fin à la crise sanitaire pour stopper durablement la crise économique. Lutter contre la pandémie, c'est œuvrer pour l'économie. Il est par conséquent indispensable de mettre un terme à la pandémie pour la stabilité macroéconomique et financière dans le monde. Cela revêt une importance fondamentale pour le FMI et les autres institutions économiques. En effet, les projections et les recommandations du FMI concernant l'économie mondiale dépendent énormément de l'efficacité relative de la course contre le virus. Les risques systémiques créés par les futures pandémies et par les problèmes sanitaires à l'échelle mondiale devraient être mieux pris en compte dans l'analyse économique et la surveillance.

Deuxièmement, le monde doit mieux gérer les biens publics mondiaux, et notamment mieux se préparer à faire face aux futures pandémies. Pour ce faire, il faudra un plan d'action collectif et une coordination beaucoup plus étroite que ce que nous sommes parvenus à accomplir jusqu'à présent. Le rapport du groupe d'experts indépendants de haut niveau du G20 sur l'état de préparation à la pandémie présente plusieurs mesures concrètes sur ce point (voir « Quel multilatéralisme à l'ère des pandémies ? » dans ce numéro).

Nous sommes tous impliqués dans ce combat et, ensemble, nous pouvons et devons mieux faire pour lutter contre les problèmes rencontrés par la planète. **FD**

RUCHIR AGARWAL est économiste principal au département des études du FMI et **GITA GOPINATH** est économiste en chef du FMI.